



Cameroun



Systemes d'information pour la gestion des risques agricoles (SI-GRA)

Note de politique

En collaboration avec



Octobre 2016

Messages principaux

1

L'apparition fréquente de maladies endémiques, les variations des prix, les inondations et les sécheresses touchant le Cameroun affectent la production et la vente de cultures importantes comme la banane, la tomate, le manioc et le cacao.

2

Les systèmes nationaux – l'INSC¹ et le MINADER² – fournissent des données à des fins d'analyse des risques dans différents domaines thématiques et pour différents produits. Le MINEPIA³ et l'ONCC⁴ sont quant à eux davantage axés sur les marchés et la production animale, de cacao et de café. Le système national de diffusion des informations est bien structuré.

3

La période de temps réduite couverte par certaines informations sur les risques relatifs par exemple à la santé animale/végétale, ainsi que l'inefficacité des canaux de diffusion, limitent l'utilisation des informations à des fins de gestion des risques.

4

Pour assurer la présence de systèmes d'information efficaces et fiables au Cameroun, il sera nécessaire de renforcer les capacités de collecte des données et de consolider les partenariats public-privé en vue de la diffusion d'informations par le biais des TIC. Le réseau de stations météorologiques doit également être étendu et amélioré, et les informations relatives aux marchés doivent porter sur d'autres denrées de base et intrants.

Contexte

En octobre 2016, la Plateforme pour la gestion des risques agricoles (PARM) a finalisé une étude d'évaluation des **Systemes d'information pour la gestion des risques agricoles (SI-GRA)** dans sept pays d'Afrique subsaharienne réalisée par CEIGRAM/VISAVET. Les informations relatives à sept domaines thématiques (voir le tableau 1) propres à la gestion des risques agricoles ont été évaluées et systématiquement cotées : météorologie, climat et sols; imagerie satellite et communication; prix des produits, des intrants et marchés; production, récoltes et santé végétale; santé animale et humaine; politiques; et informations socio-économiques et sectorielles. La présente note de politique souligne les forces et les faiblesses des systèmes d'information identifiés dans le rapport sur les SI-GRA du Cameroun, ainsi que les recommandations émises à leur égard.

La gestion des risques agricoles suppose de rechercher des solutions et des informations afin d'identifier les opportunités et les menaces, agricoles et autres, auxquelles seront confrontés les agriculteurs. Au Cameroun, les risques les plus fréquents pour le secteur agricole concernent le niveau de la production. Ils prennent notamment la forme de nuisibles et maladies endémiques touchant les cultures et les animaux, tels que la pneumoencéphalite aviaire, la dermatose nodulaire contagieuse et la peste porcine africaine. Parmi les risques fréquents, citons également les variations des prix/du marché des produits de base, les sécheresses et les inondations. Selon les estimations du profil des risques établi par la PARM en 2016 pour le Cameroun, les pertes de production pour 12 cultures atteignaient un niveau moyen de 6,5 % entre 1990 et 2013. Les cultures vivrières, comme la banane, la tomate et le manioc, sont les plus touchées. Ensemble, ces trois cultures représentent 10 à 16 % des pertes annuelles de production. Si ces risques peuvent être gérés de façon plus judicieuse, c'est surtout la disponibilité d'informations fiables et correctes sur la santé des cultures et des plantes, sur le commerce et les marchés agricoles ainsi que sur les systèmes climatiques au Cameroun qui a posé le plus de problèmes.

Sources et systèmes d'information existants

Le tableau 1 présente les systèmes d'information identifiés pour les sept domaines thématiques relatifs à la gestion des risques agricoles au Cameroun. Certains d'entre eux fournissent des données et/ou des informations sur un seul domaine thématique de la gestion des risques agricoles. C'est le cas par exemple de la DMN⁵ (météorologie/climat) et de l'ONCC (prix des produits/marchés concernant le cacao et le café). D'autres, comme l'INSC et le MINADER, fournissent des informations intégrées sur deux domaines thématiques ou plus. L'INSC, par exemple, est l'institution publique nationale chargée de coordonner les activités relatives aux systèmes d'information statistique et de traiter les données à des fins de gestion économique et sociale. En accomplissant sa mission principale, l'INSC rend publiques des informations à des fins de gestion des risques agricoles dans les domaines suivants : météorologie et climat, prix et marché, niveaux de production et récoltes, santé animale et humaine, et aspects socio-économiques des moyens de subsistance agricoles. Le MINADER est le ministère camerounais chargé du développement agricole et rural. Il gère les statistiques agricoles et publie des bulletins semestriels sur les marchés, des bilans alimentaires et des bulletins de statistiques agricoles portant sur une vaste gamme de produits de base. Il publie parfois des annuaires sur les précipitations et températures mensuelles. Les informations publiées par l'INSC et le MINADER sont accessibles sur leurs sites Internet respectifs.

1 Institut National de la Statistique du Cameroun.
2 Ministère de l'Agriculture et du Développement rural.
3 Ministère de l'Élevage, des Pêches et des Industries animales.
4 Office National du Cacao et du Café.
5 Direction de la Météorologie Nationale.





Tableau 1 : systèmes d'information relatifs aux domaines thématiques de la gestion des risques agricoles au Cameroun

Types de systèmes d'information	Domaines thématiques de la gestion des risques agricoles						
	Météorologie, climat et sols	Imagerie satellite et communication	Prix des produits de base, disponibilité des intrants et marchés	Niveau de production, récoltes et santé végétale	Santé animale et humaine	Politique	Informations socio-économiques et sectorielles
National	DMN / MINADER / INSC	MINADER	INSC / MINADER / MINEPIA / MINICOMMERCE / AMIS / ONCC	INSC / MINADER / ONCC / Portail de l'information phytosanitaire au Cameroun	INSC / MINEPIA / Ministère de la Santé Publique	Direction de la protection civile	INSC
Régional	ACMAD	AARSE	BAD / CEA	BAD / eRAILS / AfricaRice	UA-BIRA / OMS-Afrique	BCEAO / ARC	BAD
International	CRED-IDD / Aquastat-FAO / BM-CCKP / ESDAC / ISRIC	NASA / ESA / USGS / CGIAR-CSI / UN (Spider) / Terra Remote Sensing	SMIAR-FAO / PAM-VAM / FAOSTAT / UN Comtrade	CountrySTAT-FAO / Calendrier culturel de la FAO / ICCO / Plantwise	FAOSTAT / OIE / OMS-HSIS / EMPRES / IAEA / USAID	SMIAR-FAO / IPC / PAM / BM	BM

Source : Rapport SI-GRA de la PARM, Cameroun (2016). Ces sources et systèmes d'information ont été identifiés au cours de l'étude de la PARM sur les systèmes d'information pour la gestion des risques agricoles au Cameroun, en octobre 2016. Les systèmes d'information sont classés en fonction de la portée géographique des informations (nationales, régionales et internationales).

Points forts

Le Cameroun possède de nombreux systèmes nationaux tels que l'INSC, l'ONCC, le MINADER et le MINEPIA, qui fournissent des informations facilitant une bonne gestion des risques agricoles dans les (sous-)domaines thématiques de la communication, de l'imagerie satellite, du commerce, du niveau de production et des récoltes (voir le tableau 2 pour accéder aux scores).

Système de diffusion de l'information bien structuré. Le taux de pénétration mobile et le taux d'accès à Internet au Cameroun ont respectivement doublé et triplé au cours des trois dernières années. Les SMS représentent un moyen de communication prometteur grâce à la hausse de l'utilisation des téléphones portables dans les zones rurales. Les agriculteurs peuvent ainsi être facilement alertés par téléphone des risques climatiques et relatifs à la santé animale, un service généralement fourni par des opérateurs privés.

Informations détaillées sur les marchés et les prix. Les sources d'information nationales telles que l'INSC et le MINADER fournissent des données et des rapports suffisamment étoffés pour favoriser l'analyse exhaustive du marché et du commerce agricole. Les informations fournies portent sur une large gamme de produits et d'intrants sur tous les marchés du Cameroun, et favorisent ainsi la réalisation d'une analyse des risques liés à la production et à la sécurité alimentaire de meilleure qualité. Le MINADER, en particulier, s'est doté de systèmes transparents servant à contrôler tous les marchés cibles à intervalles réguliers.

Points faibles

Comme le montre le tableau 2, l'évaluation a mis en lumière la faiblesse et l'insuffisance des informations relatives aux (sous-)domaines thématiques suivants : stocks de produits et prix des intrants, informations socio-économiques et sectorielles, santé végétale et politiques.

Durée insuffisante aux fins d'analyse des risques. Le PIPC, une initiative importante du MINADER⁶ conçue pour fournir des informations sur les nuisibles et maladies touchant les cultures de tomates, bananes, manioc et maïs, ne contient aucune donnée historique. Par ailleurs, les archives à long terme relatives à certains domaines thématiques comme les prix, proposées par l'AMIS⁷ et le MINADER, ou de Plantwise pour ce qui est de la santé végétale, sont difficilement accessibles, les sites Internet des structures concernées ne fonctionnant pas correctement. Certaines informations sont par ailleurs rarement mises à jour. Les dernières données de recensement des têtes de bétail collectées par le ministère de l'Élevage, des Pêches et des Industries animales datent de 2013. Le dernier annuaire agricole de l'INSC remonte quant à lui à 2010.

Inefficacité de la diffusion des informations. Les données satellitaires provenant de certaines sources ne peuvent être ni téléchargées ni imprimées. D'ailleurs, les sites Internet du ministère de l'Agriculture et du PIPC, les deux sources principales d'information en matière de santé végétale, sont en panne. Le problème n'est pas pour autant résolu en ce qui concerne les systèmes nationaux qui possèdent des sites Internet fonctionnels, l'insuffisance des services Internet restreignant l'accès aux informations disponibles. À l'heure actuelle, les ménages agricoles des zones rurales puisent leurs sources essentiellement dans les informations envoyées par SMS par des entreprises privées, qui, dans la plupart des cas, facturent cette prestation.

Absence d'informations pertinentes. Les informations sur les stocks sont limitées et imprécises, en raison d'une distinction floue entre les stocks privés et les stocks publics destinés à remédier aux situations d'urgence ou à la stabilisation du

marché. D'importants domaines comme les mouvements de bétail, les transports, les exportations et les importations, ou les sols (niveau national) semblent manquer également d'informations. Plus particulièrement, le secteur privé gère la plupart des céréales vendues et du stockage, et ne publie pas ces informations pour des raisons de confidentialité.

Marche à suivre pour l'avenir

Renforcer et consolider les systèmes d'information. La DMN devrait étendre et consolider le réseau de stations météorologiques automatiques, afin de publier des données fiables sur les risques agricoles dans les zones agro-écologiques stratégiques. Le système national d'information sur les sols devrait être mis à jour. Le cas échéant, un nouveau système, doté de références issues de la Base de données Africa Soil Profiles et de l'ISRIC, devrait être créé. De la même façon, des informations pertinentes sur les mouvements de bétail devraient être créées. Des ensembles de données sur les prix des intrants et les stocks de produits de base/réserves alimentaires devraient par ailleurs être mis au point à partir des bilans du MINADER, afin de faciliter la réalisation d'une analyse exhaustive des risques relatifs aux marchés agricoles. L'annuaire agricole de l'INSC s'est peu à peu concentré sur certaines cultures comme le riz, le café et le cacao. Des efforts devraient être déployés pour étendre les travaux afin d'y intégrer d'autres produits de base et intrants agricoles (engrais, machines, semences).

Bâtir les ressources à des fins de production d'informations. Les capacités de l'administration locale et des responsables de la vulgarisation/de terrain doivent être renforcées, afin qu'ils puissent collecter des données et obtenir des informations contribuant à la pertinence et à la fiabilité des statistiques provenant des systèmes d'information nationaux. Dans le domaine de la santé végétale en particulier, les fonctionnaires doivent être formés à la surveillance afin d'améliorer la qualité des informations sur la situation sanitaire des végétaux et mettre à jour les données phytosanitaires géolocalisées. La disponibilité de fonctionnaires suffisamment compétents sur le terrain améliorerait l'articulation effective des systèmes d'information et d'alerte sur les risques liés aux cultures et aux animaux. La coopération entre les ministères, les directions et les institutions nationales est également essentielle.

Améliorer l'accès des agriculteurs à l'information. Le Cameroun fait partie des rares pays africains à bénéficier d'une forte pénétration de la téléphonie mobile, notamment dans les zones rurales. Cet atout devrait être complété par des services Internet plus rapides et moins chers. La gestion des risques doit également être plus pertinente, afin de permettre aux agriculteurs d'avoir accès à des informations meilleur marché que celles fournies par les initiatives privées, qui facturent un montant élevé pour l'envoi de simples SMS. Ceci suppose de mettre en place des **partenariats public-privé** avec des investisseurs potentiels.

Tableau 2 : scores attribués aux informations sur les (sous-)domaines thématiques relatifs à la gestion des risques agricoles au Cameroun

Domaines d'information	les mieux notés (%)	Domaines d'informations	les moins bien notés (%)
Sols	85	Stocks de produits et intrants	20
Imagerie satellite	80	Informations socio-économiques et sectorielles	25
Communication	60	Santé végétale	30
Commerce	70	Politiques	40
Niveaux de production et récoltes	70	Risque de maladies endémiques et émergentes	55
Prix	65	Météorologie et climat	58
Coût des maladies animales	60		

Source : Rapport SI-GRA de la PARM, Cameroun (2016)

6 Portail de l'information phytosanitaire au Cameroun
7 Agricultural Marketing Information Services